



# Le PS embarque avec

## Législatives

Après les écologistes et les communistes, les socialistes ont raboté leurs divergences avec LFI et ont signé un accord électoral et politique. Ce qui provoque une fronde... « hollandaise ». Mise en perspective avec l'historien de la gauche Gilles Candar.

Julien Rapegno et Laetitia Soulier  
(avec AFP)

**L**e terme de « programme commun » serait survenu mais les quatre principaux partis de gauche sont bien parvenus à se hisser sur un « socle commun » pour les législatives. Un socle politique étroit. Aucun des partis concernés ne peut y poser les deux pieds, mais les numéros d'équilibristes font partie du métier. Hier, à l'issue d'une longue nuit de négociations, le Parti socialiste a embarqué, après Europe-Écologie-Les Verts et le Parti communiste français, aux côtés de La France insoumise, armateur de la NUPES (Nouvelle union populaire écologique et sociale).

L'objectif de cette coalition, qui comprend aussi une formation comme Génération-s, a été à nouveau affiché : « Nous voulons faire élire des députés dans une majorité de circonscriptions, pour empêcher Emmanuel Macron de poursuivre sa politique injuste et brutale et battre l'extrême droite ».

EELV a obtenu 100 investitures et le PCF 50. Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a topé pour qu'un socialiste soit le candidat de la NUPES dans 70 circonscriptions.

Cela n'a rien de mirobolant pour un parti qui compte 28 sortants et la réunion du conseil national du Parti socialiste, prévue ce soir, s'annonce houleuse. Plusieurs éléphants « hollandais » sont d'ores et déjà entrés en dissidence. L'ancien

Premier ministre Bernard Caze-neuve a annoncé, hier, qu'il quittait le PS. L'historien Gilles Candar dédramatise la séquence : « Le PS a déjà traversé beaucoup de scissions, sur sa droite et sur sa gauche. Ceux qui détiennent les clés du parti ne sont pas, à mon sens, les anciens ministres de Hollande, qui sont soit déjà partis, soit sur la touche. Ce sont plutôt les grands élus locaux ».

Certains députés sortants du PS vont être tentés de se lancer sans bannière. Pour Gilles Candar, Olivier Faure doit œuvrer à les récupérer un jour, car « si beaucoup d'élus locaux s'en vont, le PS risque de ne plus représenter grand-chose ».

### Dans la lignée des grandes alliances

Sur le fond, le PS a signé à son tour avec les Insoumis pour « le smic à 1.400 euros nets, le blocage des prix des produits de première nécessité, l'abrogation de la loi El-Khomri, la planification écologique, la VI<sup>e</sup> République ». Ce socle commun reste assez peu détaillé, mais, comme le rappelle Gilles Candar, « les accords du Front populaire, en 1936, tiennent sur une double page. Et la Gauche plurielle s'est construite en 1997 sans qu'il y ait d'accord général ».

Ce spécialiste de Jean Jaurès et de l'histoire politique inscrit sans hésiter la nouvelle coalition « dans la tradition des grandes alliances politiques et électorales à gauche [...] Le fait inédit, c'est que l'élément le plus puissant et le plus dynamique de cette union soit la formation la plus radicale ».

LFI propose une « rupture ». Les socialistes, qui étaient précédemment au centre du jeu,



SIGNATAIRES. Jean-Luc Mélenchon (LFI), Julien Bayou (EELV), Fabien Roussel (PCF), Olivier Faure (PS). PHOTOS AFP ET S. LEFÈVRE

n'ont pas toujours incarné la modération : « En 1936 et en 1981, il y avait aussi un parfum de rupture », rappelle l'historien.

Les « nouveaux frondeurs hollandais » avancent « la remise en cause des traités européens »

par les Insoumis, parmi les principaux critères d'incompatibilité. Nucléaire, laïcité : les pierres d'achoppement idéologique ne manquent pas entre les composantes de la NUPES. Gilles Candar note qu'« il y a des lignes de fractures sur l'Europe ou la laïcité

qui traversent, en interne, tous les partis de gauche ». Gilles Candar réfute ainsi « une histoire mythique de socialistes à 120 % favorables à la construction européenne ».

Même avec un Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, le

## Le PS du Loiret glane une seule circonscription... ingagnable ?

Quelles conséquences pour le Parti socialiste, dans le Loiret, avec cet accord qui doit encore être entériné par son « conseil national » ?

Selon nos informations, publiées dès hier soir sur notre site Internet, le PS pourrait investir un candidat soutenu par toute la gauche (hors trotskistes) dans la première circonscription (Orléans-Sud) du département.

Ghislaine Kounowski, élue municipale à Orléans âgée de 64 ans, devrait être la candidate de l'union, avec Olivier Jouin, qui fut candidat en 2017, pour suppléant.

Objectivement, ça n'est pas



PS. Ghislaine Kounowski devrait être la candidate de l'union. E. M.

une circonscription favorable au parti à la rose et au poing. En 2017, son candidat y avait récolté, seul, 8,68 % des voix, devant celle de La France insoumise (8,49 %) et celui du Parti communiste (4,45 %). Lors de l'élection présidentielle 2022, et bien que la politique ne soit pas que pures mathématiques, loin de là, le total des voix de gauche atteignait 27,15 % au premier tour.

Cette union de la gauche, si elle est entérinée ce soir, pourrait conduire au départ de certains membres locaux du parti dirigé par Olivier Faure, qui a grandi à Orléans. Et provoquer

des candidatures dissidentes, dans les autres secteurs ? Les prochains jours le diront.

### Une union et des départs ?

Une réunion était organisée, hier soir, au sein de la fédération socialiste loirétaine. Quelques heures auparavant, l'influent sénateur PS, Jean-Pierre Sueur, d'ordinaire loquace, déclarait simplement que « mardi soir, le PS n'avait aucune circonscription. Mercredi, une... Et la candidate investie dans la première est une excellente candidate. »

En l'état actuel des choses, le PS représentera donc l'union dans la première circonscription. Dans la deuxième (Or-

léans-Ouest), ce sera Europe-Écologie Les Verts (vraisemblablement représentée par l'élus orléanais Emmanuel Duplessy), le Parti communiste français dans la quatrième (Montargis), avec Bruno Nottin, et La France insoumise dans les trois autres. Catherine Fumé et Kevin Merlot sont les deux « chefs de file » nommés il y a plusieurs jours pour la troisième (Gien-Sologne). Dans la cinquième (Pithiviers-Fleury), LFI a prépositionné Florence Chabirand et Thierry Jay. Pour la sixième (Orléans-Châteauneuf-Lorris), il s'agit de Nathalie Salvatore et Olivier Hicter. ■

Florent Buisson

2022



# le capitaine Mélenchon



dû signer l'accord et en espérant reconquérir la majorité au sein du Parti socialiste » ; sans pour autant voir d'alternative à cette coalition : « Face au risque de marginalisation et de disparition complète du Parti socialiste, la solution passait par un accord procurant une image rajeunie, regauchie, un peu moins engoncée dans les logiques de gestion ». Ce qui est certain, c'est que cette nouvelle union de la gauche n'est assise sur aucun capital de voix, assure Gilles Candar. Il prend pour exemple les Parisiens, qui ont donné une confortable majorité à Hidalgo en 2020 et qui, deux ans plus tard, l'ont parfaitement ignorée : « Une des grandes leçons des dernières séquences, c'est que l'électorat ne vote pas de la même façon selon les échéances ». ■

➔ **Livre.** *Pourquoi la gauche ? De la Commune à nos jours* par Gilles Candar. Éditions PUF (février 2022)

## FRANÇOIS HOLLANDE

**Pas d'accord.** Sans surprise, François Hollande repousse l'accord de principe. « Je récusé l'accord sur le fond et même sur les circonscriptions, a-t-il indiqué à *La Montagne*, hier. Mais c'est une question qui doit être tranchée par le conseil national du PS ». L'ancien chef de l'État socialiste ne s'exprimera plus en détail qu'en « début de semaine prochaine », a indiqué son entourage. La semaine passée, François Hollande avait déjà eu l'occasion de dire ce qu'il pensait d'un rapprochement entre Les Insoumis et le Parti socialiste. Abandon de l'identité du PS, de crédibilité sur le plan programmatique et désormais l'effacement de la présence sur le territoire avec 507 circonscriptions sans candidats socialistes sont autant d'arguments qui ne devraient pas pousser l'ancien président à applaudir des deux mains cette nouvelle union de la gauche.



clash avec l'UE serait probablement amorti « par nos institutions », estime l'historien, qui ajoute : « On est dans le cadre des élections législatives, le président de la République conserve des prérogatives en politique extérieure. Celles-ci avaient été

respectées par la Gauche plurielle lors de la cohabitation avec Jacques Chirac ».

Gilles Candar dit comprendre « Le Foll et les Hollandais. La logique des frondeurs, c'est de faire le gros dos ; taper sur Faure en disant qu'il n'aurait jamais

## L'ÉDITORIAL

SOPHIE  
LECLANCHÉ



sophie.leclanche@centrefrance.com  
Twitter : @soleclanch1

## Impossible équation

Les opposants au ralliement du PS à la NUPES sont à deux doigts de rebaptiser Olivier Faure en Olivier Faust. Du nom légendaire de celui qui a vendu son âme au diable pour résoudre une impossible équation. Faire alliance avec le PCF et EELV, passe encore. Mais avec La France insoumise, ce serait renier les fondamentaux, « la disparition du Parti socialiste », et, avec elle, « le socialisme républicain ». Et encore, « une démission », « du rafistolage », le dos tourné à l'histoire du parti... Une histoire riche de ses ententes qui, du Front populaire à la Gauche plurielle, ont jadis, avant LFI, fait avancer la cause. Plutôt que d'aller à Canossa, il faut « refonder » et repartir en campagne, estiment les dissidents. Repartir donc. De loin : 1,7 % des votes à la présidentielle. La marge de manœuvre est étroite pour retrouver de la voix, donner à entendre ses valeurs et les défendre. Reste la possibilité, osée, d'une coalition. Une coalition au premier degré soit « une réunion momentanée dans la poursuite d'un intérêt commun ». L'avenir politique dira très vite si les compromis ont été de délétables compromissions.

## À Montargis, un mariage arrangé pour contrer RN, LR et LREM

**Le communiste Bruno Nottin est sur le point de représenter l'alliance des principaux partis de la gauche aux élections législatives à Montargis. Une union pour peser face aux LR, LREM et RN.**

Dans la quatrième circonscription, si La France insoumise est arrivée troisième (16,8 %) au premier tour de la présidentielle, c'est un candidat communiste qui va prendre la tête de la coalition de gauche aux législatives : Bruno Nottin. Ce week-end, un vote des adhérents communistes devrait le consacrer. Le secrétaire PCF du Montargis s'est appuyé sur le poids de « l'ancrage local du parti » (malgré les 2,3 % de Fabien Roussel le 10 avril), pour peser



UNION. Bruno Nottin. PHOTO LA REP'

dans le choix d'un candidat communiste dans cette union avec LFI, EELV (2,8 % localement) et PS (1,2 %). « Le PCF est la première force d'opposition à Montargis », rappelle le conseiller municipal de la ville. Châlette-sur-Loing est aussi un « bastion » communiste.

### Du soutien sur le terrain ?

Alexis Christodoulou (chef de file LFI dans le Montargis et ex-communiste) était l'un des potentiels candidats pour porter ce mariage arrangé. Hier, il se réjouissait de « l'accord national dont une bonne partie des idées du programme de Jean-Luc Mélenchon ont été reprises ». Il annonce qu'il se rangera « sans dif-

ficulté » derrière le candidat communiste. Du côté des Verts, une représentante locale souffle : « On souhaite une bonne campagne à Bruno Nottin », sans se précipiter pour dire qu'il y aura bien du soutien de leur côté sur le terrain.

La possibilité d'une candidature unique à gauche, pour tenter de prendre la suite du LR Jean-Pierre Door, était déjà dans les déclarations de Bruno Nottin depuis plusieurs mois, sans succès évident auprès des autres composantes. Jusqu'à cet accord national, qu'il est difficile de contourner aujourd'hui...

Ce rassemblement, en mettant de côté les différends, permet

d'éviter une dispersion des voix pour tenter de peser face au Rassemblement national (32,7 %).

Cette alliance s'est aussi forgée grâce à un adversaire commun : Jean-Michel Blanquer, bientôt candidat officiel pour LREM (Macron avait fait 25 % au premier tour). Bruno Nottin compte s'appuyer sur les enseignants pour contrer le ministre de l'Éducation nationale. « Ici, la bataille est devenue un symbole de la lutte contre le bilan du ministre. Il y a beaucoup de professeurs qui comptent sur nous pour le battre et prendre une revanche par rapport à ce qu'ils ont vécu. » ■

Sylvain Riollet